

MENACES SUR L'ETAT MODERNE

LE 1 MAI 2011 MARY C JOYCE

Les démocraties occidentales font face à une double menace : la surpuissance des entreprises et la montée de l'influence de la société civile grâce à internet. Ces contraintes sont-elles en train de tuer l'état?



Article initialement publié sur OWNI.eu

Sauf mention contraire, tous les liens contenus dans cet article sont en anglais.

Les révolutions au Moyen-Orient tiennent du darwinisme politique. Les États autoritaires post-coloniaux, si bien adaptés au XXe siècle, se retrouvent absolument inadaptés au XXIe siècle. La télévision par satellite a comblé le vide de l'information ôtant ainsi aux tyrans la possibilité de déterminer seuls la réalité politique, tandis qu'Internet a permis des mobilisations réelles autour de revendications partagées dont on ne prend souvent conscience qu'une fois que les gens sont véritablement dans la rue. La stabilité politique et la légitimité des gouvernements tels qu'on se les représentait jusqu'à maintenant sont dès lors chamboulés.

La chute des États post-coloniaux est moins perçue par les démocraties occidentales comme une surprise que comme une menace. Pressées par le haut par les entreprises, et par le bas par un pluralisme en développement constant, les démocraties occidentales – ces chantres du progrès – sont extrêmement mises sous pression.

C'est économique, abruti

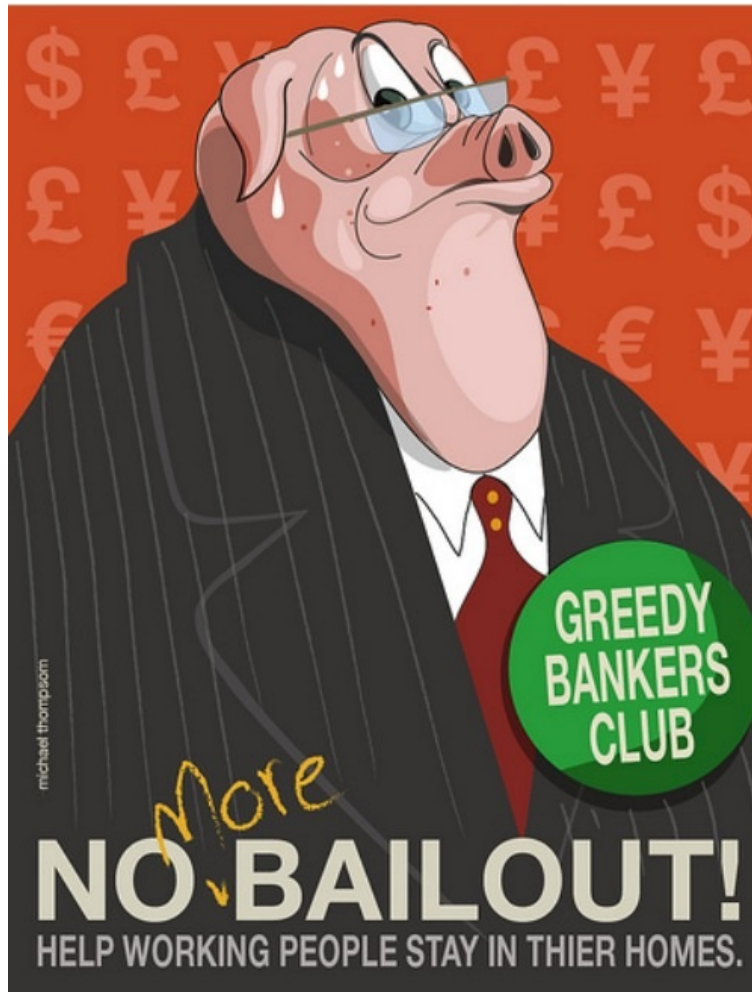
La première origine de cette angoisse existentielle est évidemment l'économie. L'État moderne n'est plus auto-suffisant. En mars dernier, les dirigeants de l'Union Européenne ont annoncé la **création d'un filet de sécurité permanent** de 700 milliards de dollars afin de rassurer les investisseurs. L'annonce est passée quasi inaperçue en raison de la **démission du Premier Ministre portugais** à cause du rejet du budget d'austérité par le Parlement, présageant une nouvelle faillite en Europe après celles de l'Irlande et de la Grèce.

Il y a plusieurs causes à ces difficultés économiques. Elles sont en partie dues à la perte de compétitivité et au ralentissement de la croissance économique parce que les sociétés financières et de service restent dans les pays occidentaux alors que l'industrie se délocalise vers à l'Est et le Sud. L'essentiel du problème est qu'en réponse à leurs citoyens, les démocraties Occidentales se sont engagées à payer des services alors qu'elle ne peuvent plus se le permettre. En Europe, ce sont les pensions du secteur public, aux États-Unis les dépenses publiques pour les programmes Medicare et Medicaid.

Aux États-Unis, des entreprises comme **General Electric** et **Google** trouvent des moyens toujours plus ingénieux de ne pas payer d'impôts alors même que le coût des dispositifs pour le troisième âge augmente avec le vieillissement de la génération du Baby Boom. Ce qui signifie qu'il y a moins d'argent qui rentre, et plus qui sort des caisses de l'État. Et la **débauche d'emprunt** qui a permis aux États-Unis et autres de se maintenir, ne pourra pas durer éternellement.

C'est un problème existentiel pour les démocraties occidentales parce que les retraites du secteur public et autres dépenses de sécurité sociale ne sont pas clientélistes ou le résultat de lobbying privé : elles bénéficient vraiment aux citoyens. Si ces programmes prenaient fin (improbable) ou étaient réduits à son plus simple appareil (plus probable), les classes moyennes perdraient un soutien capital qui leur permet de connaître leur niveau de vie actuel, ceci au profit de ceux qui ne sont plus en âge de travailler. Le renforcement des classes moyennes – avec ses effets positifs pour la culture, la santé publique, la stabilité

politique et le bonheur humain – n'était-il pas justement l'une des grandes victoires de la démocratie occidentale ? Si les démocraties ne peuvent plus se permettre de subventionner les classes moyennes, le modèle de développement économique de la Chine basé sur l'autocratie risque bien d'apparaître plus attrayant encore.



Et le réseau n'aidera pas

Alors que les deux structures hiérarchiques traditionnelles – les gouvernements et les entreprises – se battent pour la domination, le réseau ajoute de la complexité. Si le pouvoir au peuple peut signifier la fin de l'autocratie dans les dictatures, dans les démocraties la liberté du peuple de former des associations conduit à la formation de groupes d'intérêt divers. Nous voulons cette liberté qui permet à 37 groupes de protection de la Côte du Golfe [ndlr: du Mexique] et 520 groupes pour l'alphabétisation des enfants d'exister, ce pluralisme signifie en réalité fragmentation, puisque l'argent et l'assistance sont divisés dans des unités infiniment plus petites et forcément moins puissantes.

Dans un État avec quelques organisations hiérarchiques de lobbying comme l'AARP (pour les personnes âgées aux US) et le Sierra Club (organisation environnementale), les membres du gouvernement espèrent s'engager avec ces groupes de façon utile. Mais avec l'émergence du réseau et de l'accessibilité des outils de publication, de donation, et de mobilisation, la fragmentation ne fait que s'accélérer. La volatilisation des grandes organisations engendre plus de groupes de citoyens, plus de campagnes, plus de revendications, plus de pétitions en ligne, et toujours plus d'emails. Même un homme politique consciencieux ne dispose que d'une attention et d'un temps extrêmement limités. Et compte tenu de l'intensité des demandes des citoyens, ils auront tendance à se concentrer sur les intérêts de ceux qui peuvent leur donner l'argent dont ils ont besoin pour se faire élire, renforçant ainsi involontairement les intérêts de ceux qui ont de l'argent.

Et bien sur, le pluralisme sera aussi assujéti à une étiquette de prix, chaque groupe demandant son dû pour telle subvention ou tel programme gouvernemental, mettant ainsi une pression économique supplémentaire sur l'État.

Et ensuite ?

L'État démocratique moderne fait face à une double menace : les déficits fiscaux et le surplus d'information. Il est ainsi soumis à une pression extrêmement forte, de la part des

intérêts des hiérarchies traditionnelles ainsi que de la part des campagnes en lignes. Et alors que la crise à court terme est avant tout fiscale, elle concerne à long terme la gestion de l'abondance d'information et de voix citoyennes.

De nouvelles institutions seront nécessaires pour faire face aux demandes des citoyens. Mais déjà les capacités financières des États se réduisent à mesure que la capacité des citoyens de se faire entendre augmente.

Le théoricien biologiste Stuart Kaufman parle d'un **"possible adjacent"**, qui est déjà à un stade plus loin que le présent. Aujourd'hui il semble – du moins aux États-Unis – que les forces hiérarchiques des entreprises soient plus fortes que les gouvernements et que les groupes citoyens, fragmentés. Du coup, la résolution des problèmes existentiels des démocraties Occidentales sera dans la diminution du pouvoir et des ressources financières de l'État, qui aboutira à une augmentation du fossé entre une minorité de riches et la masse de pauvres, renvoyant ces riches nations à l'état de pays en développement. De fait, un "possible adjacent" dans lequel les peuples des démocraties Occidentales seraient en mesure d'exploiter la puissance du réseau et de parler d'une seule voix – comme l'ont fait récemment les Égyptiens – semble très improbable.

Mais même s'il semble que nous nous dirigeons vers un état anémique avec des entreprises surpuissantes et une société civile fragmentée, cette voie là n'est pas non plus un avenir certain. Tout comme les états arabes post-coloniaux se sont retrouvés inadaptés face à des citoyens informés, connectés, et unis d'une seule voix, les citoyens Occidentaux peuvent aussi exiger que leurs dirigeants prennent des décisions financières pour l'intérêt général. Mais cela signifie aussi de changer le mode de vie occidental que nous ne pouvons plus nous permettre aujourd'hui. Cela implique des changements radicaux au niveau de chaque individu.

En tant que citoyens, nous pouvons maintenant élever nos voix plus efficacement que jamais, mais nous ne savons pas toujours quoi dire.

Cet article a été initialement publié sur **Meta-Activism Project** sous le titre : "Moderne State Under Attacks"

Crédit illustrations **Michael Thompson (Freestylee)**

Traduction Stanislas Jourdan & Pierre Alonso

TETATUTELLE

le 2 mai 2011 - 4:48 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"Cela signifie aussi de changer le mode de vie occidental que nous ne pouvons plus nous permettre aujourd'hui."

Parfait, autrement dit on voudrait "nous faire devenir nous-même un pays en voie de développement" (chacun son tour n'est-ce pas ?)! Adieu le progrès et l'abondance acquis depuis des décennies ? Mais comment peut-on oser ainsi reprendre sans aucun scrupule la poupée de Noël de l'enfant "soit-disant pourri gâté" ?!!

Cela implique des changements radicaux au niveau de "chaque individu".

Hors de question pour moi, je ne suis pas d'accord !! Si ce genre de donneurs de leçons sont candidats, et bien qu'ils ne se gênent pas, eux, de "changer radicalement" ! On ne peut l'imposer à aucun individu contre sa volonté !

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

BERCALVA

le 3 mai 2011 - 6:30 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Je suis en phase avec cet article, les Etats sont en train se sombrer, d'autant plus que les politiques libérales les asphyxient par l'assèchement de leurs ressources financières. Tous les "services publics" sont en régression, les règles de droit renforcent chaque jour la puissance des multinationales et les concentrations capitalistiques dans les médias réduisent l'expression citoyenne à sa plus simple expression sauf par l'Internet, qui n'est pas accessible à tous. La démission des Etats est patente pour ce qui concerne leurs populations, pas pour leurs systèmes de défense. Triste avenir, il faut lutter contre cette tendance...

Halte aux paradis fiscaux, au libéralisme, aux concentrations médiatiques, oui à la diversité...

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 3 mai 2011 - 19:10 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@tetatutelle : vous exagérez la pensée de l'auteur.

D'une part l'auteur ne parle pas de quelconque candidat à une quelconque élection ni à un programme politique . Il dit juste que si on veut gérer l'avenir alors que l'état se liquéfie, la solution, c'est d'adapter nos modes de vie... Mais il ne dit même pas comment faire !!

Et il ne dit pas non plus qu'il faille retourner à l'état de pays en développement, il dit juste que c'est ce qui nous pend au nez si nous ne faisons rien.

(Je suis néanmoins d'accord avec vous : on ne peut forcer les gens à changer de mode de vie. On peut néanmoins mettre en place des mesures plus ou moins incitatives.)

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

TETATUTELLE

le 3 mai 2011 - 20:38 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@ Stanislas Jourdan :

Il y a malentendu sur l'expression "candidat" : je voulais dire s'il est candidat à "changer de mode de vie" (alors qu'il le fasse, personne ne l'en empêche !), pas aux élections.

Désolée mais "généralement" tous ceux qui emploient en ce moment un tel langage (celui de cette phrase) sont des partisans de la "décroissance économique et de l'écologie radicale" (et en voyant le discours du commentateur me succédant, vous en conviendrez qu'on a pas vraiment le sentiment d'être sur un blog très libéral...) ! Voilà pourquoi si ça n'est pas le cas de cet auteur "il devrait justement le préciser" !

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 3 mai 2011 - 20:52 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@tetatutelle : ok ! je comprends votre point de vue, c'est vrai que l'article laisse un peu sur sa faim le lecteur.

Mais je trouve l'analyse très juste et pertinente. Stimulante, en tout cas.

Personnellement j'ai plutôt lu du libéralisme dans l'article. question de perception sans doute. je me serais attendu sinon à de longues diatribes pour un retour en force de l'état, alors que le texte laisse plutôt entendre que si un pouvoir devait revenir en force, c'est à l'échelle de l'individu que cela se passerait ;-)

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 3 mai 2011 - 20:57 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



j'en veux pour preuve aussi ce qu'elle précise sur son site (en commentaires) :



The first step in digital activism was giving citizens a voice. The second step in bringing those voices together to make an impact. If every citizen is a pamphleteer, as early cyber-optimists conceived, the resulting information deluge is actually not useful to democratic process.

dit-elle en approuvant le commentaire précédent qui finissait sur :

I guess you could call this a middle class reaction to say no, we will survive but only if we organize ourselves and not wait for the state to protect us.

:~)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

TETATUTELLE

le 3 mai 2011 - 21:33 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@ Stan :

Oui moi aussi j'y ai plutôt lu du libéralisme jusqu'à tomber sur....cette phrase digne de l'altermondialisme ! ça sonne donc comme une contradiction, ou en tout cas elle fait tache....

Sinon pour le reste "je ne comprends pas l'anglais", désolée (uniquement scolaire et plus aucune pratique depuis vingt ans maintenant) ! Je peux lire un texte à haute voix ou chanter un tube sans aucun problème mais....faut pas me demander de le traduire !

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 3 mai 2011 - 22:05 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

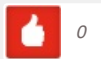


@tetatutelle : pour ma part je pense qu'on peut être libéral et altermondialiste... c'est un peu l'idée que je défend sur mon blog d'ailleurs ;-)

sinon en substance Marie C Joyce dit que la prochaine étape du cyber-activisme, c'est de parvenir à unir les voix sur internet afin d'avoir un impact.

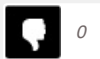
Elle répondait à un autre qui allait dans ce sens, précisant à la fin que l'on pourrait s'en sortir que si nous nous organisons nous même sans rien attendre une quelconque protection de l'état.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

TETATUTELLE

le 3 mai 2011 - 22:40 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"On peut être libéral et altermondialiste"

Moi je ne le pense pas, ça ne peut être qu'antinomique puisque le libéralisme ne prône pas uniquement la limitation des pouvoirs étatiques mais "la liberté pleine et entière de l'individu" (ne pas l'oublier) ! Or la liberté pleine et entière implique forcément "aussi celle des gestes quotidiens", par conséquent si tu obliges quelqu'un à vivre "d'une manière qui ne laisse pas la moindre répercussion sur l'autre partie du globe", forcément tu n'agis pas en libéral !

Ta position est plutôt "libertaire", je dirais, dans ce cas. En effet les "anarchistes anti-capitalistes" prônent l'abolition de l'Etat mais "aussi celle du capitalisme" ! Or "les libéraux, quant à eux, défendent fortement ce dernier" !

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MARY JOYCE

le 3 mai 2011 - 23:02 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



merci pour la traduction excellente!

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 3 mai 2011 - 23:42 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@tetatutelle : hmmm ... il faut alors définir "altermondialisme" !

Pour moi il n'évoque que l'idée selon laquelle il faut tendre vers une "autre" mondialisation. Je ne remets pas du tout en cause les libertés individuelles; Au contraire, je pense que la solution ne peut venir que de là : renforcer le pouvoir des individus face aux entreprises, aux états, et surtout permettre aux individus eux mêmes de prendre des initiatives susceptibles d'avoir un impact sur leur environnement.

Cela ne se fera certainement pas par la contrainte, ni par la pseudo bonne conscience, mais plutôt de manière volontaire, quand les gens se rendront compte qu'il sont plus heureux avec un mode de vie plus simple et moins destructeur.

Mais cela ne se fera pas tout seul pour autant : il faut prendre des décisions susceptibles de modifier les dynamiques sociales : le revenu universel, par exemple...

Quant au capitalisme. Le détruire signifie techniquement abolir la propriété privée, ce qui me paraît illusoire ! La propriété est un concept qui arrange tout le monde. On peut cependant la rendre moins importante dans l'économie, en réduisant par exemple la propriété intellectuelle, en imposant un degré de participation minimal des salariés dans le capital l'entreprise, et en mettant en place un dividende universel.

je suis dans quelle case du coup ? ;-)

@Marie Joyce : you're welcome :)

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

TETATUTELLE

le 4 mai 2011 - 2:40 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"Quand les gens se rendront compte qu'il sont plus heureux avec un mode de vie plus simple et moins destructeur."

ça ne peut être là que "votre avis personnel", pour ma part je ne me sens pas plus heureuse de cette manière ! Quand je vais à Paris je m'y sens beaucoup mieux que dans ma petite ville (si je ne vais pas y habiter c'est parce que hélas ma situation, à tous les niveaux, ne me le permet pas...), et la campagne il ne faut pas m'en parler ! Pourtant "je défens à 100 % l'Allocation Universelle", mais je vous le dis tout de suite, ça n'est pas elle qui me fera changer de mode de vie (je la souhaite seulement pour avoir "davantage de liberté individuelle", les obligations légales liées à certaines allocations sociales étant scandaleuses...Rien de plus) ! Alors dites-moi, que préconisez-vous pour ces gens-là ? Considérez-vous cela comme "une maladie psychologique à soigner" ?! Je vous le demande carrément : pensez-vous qu'il faudra un jour en arriver à "envoyer de force en thérapie psychiatrique" tous les récalcitrants en ce domaine ?! (pour votre info l'obligation légale de thérapie psy pour ce genre de motif illégitime était "pleinement pratiqué par le régime communiste de l'URSS" !).

VOUS AIMEZ  0

VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

TETATUTELLE

le 4 mai 2011 - 2:51 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ou peut-être aussi comptez-vous sur "l'ostracisme des gens simples envers les consuméristes" pour opérer ce changement chez ces derniers (car c'est bel et bien "la première chose qu'il se passera" ! D'ailleurs c'est déjà sur le point de commencer...) ? Et bien là encore, je vous préviens de suite que "ça ne marchera pas avec moi" ! Si des gens qui décideront de se mettre au vélo et de diminuer leur temps passé sur

l'ordinateur se mettent à me juger et à ne plus m'adresser la parole parce que je continuerai à rouler en voiture et à consommer autant de watts chez moi et bien qu'ils me boudent, ça ne me dérangera pas du tout car jamais je ne regretterai de perdre la compagnie de personne qui ne respectent pas les choix de vie individuels !

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 4 mai 2011 - 10:20 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@tetatutelle : décidément, vous aimez me faire dire ce que je ne dis pas !!

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

TETATUTELLE

le 5 mai 2011 - 19:22 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@ Stan :

Je ne vous fais rien dire du tout, je ne fais que vous "mettre en garde sur les conséquences qu'impliquerait (assez logiquement, me semble-t'il...) la mise en place "imposée à tous" de tels principes ! Si donc vous ne voulez pas voir se produire de telles conséquences, la seule solution (à mon avis) est de vous préparer à devoir avaler la déception (pour vous) éventuelle de voir la majorité des gens non décidés à changer leur mode de vie ! Puis d'agir en conséquence en "obligeant personne" (en ne faisant au pire "qu'inciter").

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

La tentation de la dictature | Tête de Quenelle ! le 15 mai 2011 - 18:38

[...] démocraties modernes font face à une double menace. D'un côté, l'irréversible concentration des marchés conduit les grandes entreprises à [...]